

Une agriculture et une alimentation hors de l'OMC et des accords de libre-échange

Dans un contexte de politique agricole néo-libérale, avec des conséquences environnementales et sociales désastreuses, une réforme de la politique agricole suisse est nécessaire et urgente, et le *statu quo* n'est pas une option viable. La souveraineté alimentaire, soumise au vote le 23 septembre prochain, veut favoriser l'agriculture indigène rémunératrice et diversifiée, en essayant de se détacher des règles de l'Organisation Mondiale du Commerce et du marché de libre-échange. L'Alliance pour la Souveraineté Alimentaire, dont fait partie le mouvement *solidaritéS*, se bat contre ce système capitaliste et impérialiste pour plusieurs raisons.

Tout d'abord, l'OMC augmente les inégalités et la dette rurale en détruisant les marchés paysans locaux. En effet, le système de commerce mondial donne aux entreprises agro-industrielles la liberté d'écouler leurs produits alimentaires et phytosanitaires bon marché et nocifs pour la santé vers des pays plus faibles économiquement. Cette « liberté » de commercer à travers le monde est permise grâce à d'énormes subventions allouées à cette industrie, ce qui entraîne les conséquences suivantes : marginalisation des paysans, effondrement des prix, destruction des marchés paysans locaux et augmentation de la dette rurale. Ce système international favorise la concentration de la richesse, avec comme résultat un niveau d'inégalité criminel où le 82% de la richesse mondiale est maintenant entre les mains de seulement 1% de la population.

La deuxième raison de notre combat est le contrôle du système alimentaire mondial par une poignée d'entreprises. Aujourd'hui, moins de vingt multinationales ont la main sur la chaîne alimentaire mondiale qui régit les produits que nous achetons et la façon dont nous les achetons. A titre d'exemple, les trois plus grandes contrôlent plus de 50% du marché mondial des semences ; les quatre principales contrôlent 99% de l'élevage et quatre traders contrôlent environ 75% du marché mondial des céréales et du soja. Et tout cela se fait au détriment de celles et ceux qui travaillent véritablement la terre.

Troisièmement, les accords de libre-échange criminalisent un système alimentaire vieux de 10'000 ans en brevetant et stérilisant les semences, avantageant ainsi à nouveau les multinationales. La limitation du droit à la multiplication et commercialisation des semences, couplée à la distribution d'OGM, renforcent l'asservissement des paysannes et paysans aux entreprises agro-industrielles et agro-chimiques.

De plus, l'agriculture industrielle contribue largement à la perte massive de la biodiversité et au réchauffement climatique mondial. En effet, de la déforestation au gaspillage alimentaire, en passant par la production d'engrais et l'élevage intensif, le système agro-industriel actuel est responsable de près de 50% des émissions de gaz à effet de serre. La crise écologique entraîne des fluctuations climatiques extrêmes et affecte surtout l'agriculture. Chaque année, des records de températures sont battus, et la sécheresse de cet été est là pour nous le rappeler encore une fois.

Enfin, l'OMC et les traités de libre-échange tuent les paysannes et les paysans, qui sont sur-endetté·e·s. En Inde, plus de 300'000 paysans se sont suicidés au cours des vingt dernières années, incapables de supporter le poids de leur dette. Ce phénomène mondial touche aussi notre monde agricole suisse de plein fouet : rien que dans le canton de Vaud, en 2016, huit paysans se sont ôté la vie, deux fois plus que l'année précédente. Il ne s'agit pas ici d'instrumentaliser la mort tragique de ces personnes, mais de rappeler la dure réalité financière à laquelle elles sont confrontées.

Pour toutes ces raisons, il est important d'appliquer à l'agriculture et à l'alimentation d'autres règles que celles du libre-marché. La souveraineté alimentaire est un premier outil pour lutter contre l'exploitation de l'environnement et des personnes. Il est donc nécessaire d'améliorer les conditions de travail et de (sur)vie des travailleuses et travailleurs agricoles chez nous, mais également ailleurs dans le monde. Nous ne voulons pas le libre-échange, mais une véritable souveraineté alimentaire pour nous, pour nos agricultrices et agriculteurs, pour notre planète !